



SANTÉ DES PERSONNES MIGRANTES

Garantir un accès aux soins essentiels pour toutes les personnes qui vivent au Québec

À l'approche des élections provinciales, Médecins du Monde invite les partis politiques à s'engager pour un meilleur accès aux soins des personnes migrantes vivant au Québec sans couverture de santé, en intégrant des mesures concrètes à leur programme.

Pourquoi agir ?

Des dizaines de milliers de personnes vivent, étudient, travaillent et paient des impôts au Québec sans avoir accès à une couverture publique de santé. Parmi elles, on retrouve des travailleuses et travailleurs temporaires, des étudiant-es internationaux, des conjoint-es en attente de parrainage et des personnes dont les démarches d'immigration sont en cours.

Sans couverture, consulter un médecin peut coûter des centaines de dollars, et certains soins essentiels, comme le suivi de grossesse ou un accouchement, peuvent entraîner

des factures de plusieurs dizaines de milliers de dollars. Face à ces coûts, de nombreuses personnes retardent ou renoncent à des soins pourtant essentiels.

Les conséquences sont graves pour les personnes concernées, mais aussi pour l'ensemble de la société. Refuser l'accès aux soins ne fait pas disparaître les besoins : cela déplace simplement les coûts vers les urgences et les hôpitaux et les risques vers la santé publique.

Une solution qui fonctionne

La solution est connue : permettre à toutes les personnes vivant au Québec d'accéder aux soins essentiels, peu importe leur statut migratoire ou leur couverture d'assurance.

Le Québec a déjà démontré qu'il était possible d'élargir l'accès aux soins en protégeant davantage les enfants. Et de nombreux exemples dans le monde nous le montrent, garantir l'accès aux soins essentiels est non seulement plus humain, mais aussi plus efficace et moins coûteux à long terme.

Ce que Médecins du Monde demande aux partis politiques

Dans le cadre des élections provinciales, Médecins du Monde demande aux partis candidats de s'engager à :



Étendre l'accès sans frais aux soins essentiels à toutes les personnes vivant au Québec sans couverture de santé et abolir le délai de carence de trois mois.



Mettre fin aux refus de soins et aux obstacles financiers dans le réseau de la santé, y compris à l'urgence.



Intégrer l'accès aux soins des personnes migrantes dans les politiques d'immigration, de santé publique et de lutte contre les inégalités sociales afin d'assurer une réponse cohérente du gouvernement.